

## Réponse de Numericable à la consultation de l'ARCEP :

Orientations de l'ARCEP suite à la première phase des travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux en fibre optique

### **1. La LME prévoit explicitement la multiplicité des technologies dans les colonnes verticales :**

La LME pose au cœur du processus de déploiements du très haut débit les principes suivants :

- **« Un propriétaire ne peut s'opposer sans motif sérieux et légitime »** à l'installation de fibre optique vers un logement.
  - La préexistence d'un câblage ou l'existence d'un câblage optique sont des motifs sérieux.
  - Il n'y a plus de motif sérieux et légitime si ce câblage ne satisfait pas **« les besoins spécifiques du demandeur »**.
- Toute personne ayant bâti ou exploitant une ligne fibre optique vers un utilisateur final fait droit **« aux demandes raisonnables d'accès à ladite ligne émanant d'opérateurs »**.
  - **« les opérateurs réputés exercer une influence significative »** sur le marché de la sous-boucle locale sont tenus de **« fournir une offre d'accès à ce segment de réseau, à un tarif raisonnable »**.
- Le décret n°2009-54, précise que la convention prévue à l'article L. 33-6 est conclue entre le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires et l'opérateur signataire de la convention :
  - L'opérateur signataire prend en charge et à ses frais l'installation, la gestion, l'entretien ou le remplacement des lignes en fibre optique.
  - L'opérateur signataire peut mandater un tiers pour réaliser certaines opérations mais **« il reste responsable »** de ces opérations à l'égard du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.
  - **« L'opérateur signataire est responsable »** de tous les dommages causés par les travaux ou par ses installations et équipements. Il contracte au préalable les assurances nécessaires pour couvrir les éventuels dommages matériels ou corporels.

#### **1.1. Un opérateur a un droit à disposer d'une infrastructure correspondant à ses besoins spécifiques :**

La LME fixe un cadre permettant à un opérateur de déployer une infrastructure de fibre optique vers chaque logement dans des conditions qui sont compatibles avec ses besoins spécifiques.

En conséquence, si un opérateur considère et démontre que la colonne montante existante ou en cours de déploiement ne satisfait pas à ses besoins spécifiques, il a le droit de demander au propriétaire ou au syndicat de copropriétaires, qui ne peut s'y opposer, l'autorisation de construire une nouvelle colonne montante.

C'est, en outre déjà, le cas aujourd'hui, lorsque les opérateurs déploient des colonnes en fibre optique dans les immeubles équipés de colonnes coaxiales existantes, ces dernières permettant aussi de faire du Très Haut Débit.

..

Si une colonne montante existante dans l'immeuble n'est pas compatible avec les besoins d'un opérateur, la loi autorise explicitement la possibilité à cet opérateur de déployer une nouvelle colonne montante.

## 1.2. FTTx un marché émergent :

La recommandation Européenne du 17 décembre 2007, dispose que « *les nouveaux marchés émergents ne doivent pas être soumis à des obligations non justifiées, même s'il existe un «avantage du précurseur», conformément à la directive 2002/21/CE . On considère comme nouveaux marchés émergents les marchés de produits ou de services pour lesquels, en raison de leur caractère nouveau, il est très difficile de prédire les conditions de la demande aussi bien que celles de l'offre ou les conditions d'entrée sur le marché, et donc d'appliquer les trois critères. En ne soumettant pas les nouveaux marchés émergents à des obligations non justifiées, on vise à encourager l'innovation, comme l'impose l'article 8 de la directive 2002/21/CE* ».

Le tableau de bord trimestriel du très haut débit, publié par l'ARCEP, permet d'apprécier l'état du déploiement de la fibre optique sur le territoire et le nombre d'abonnements à un service très haut débit.

Au 31 décembre 2008, il est indiqué que 20.500 foyers sont raccordés en fibre optique au réseau d'au moins un opérateur sur une base de 550.000 foyers dans ces immeubles qui sont éligibles aux offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés.

De plus, le nombre d'abonnements à un service très haut débit s'élève à 170.000, parmi lesquels on trouve environ 40.000 abonnés aux offres très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés et environ 130.000 abonnés aux offres très haut débit en fibre optique avec terminaison en câble coaxial.

Le nombre d'abonnés très limité en très haut débit (moins de 1% du marché du haut débit) et l'état d'avancement de déploiement des réseaux en fibre optique laissent présager que nous sommes dans le cas d'un marché émergent.

## 1.3. Conclusions :

La LME d'application dispose qu'un propriétaire ou un syndicat de copropriétaires, peut choisir librement un opérateur d'immeuble. Cet opérateur installe une colonne montante (mono-fibre ou multi-fibre).

Si un *autre* opérateur souhaite fournir des services dans cet immeuble et que la colonne existante ne répond pas à ses besoins spécifiques alors cet opérateur peut demander à l'immeuble de construire une nouvelle colonne montante. Le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires ne peut s'opposer à l'installation de cette colonne montante. Il y a ici installation d'une deuxième colonne montante (mono-fibre ou multi-fibre).

Le processus décrit ci-dessus de « multi-mono fibre » est prévue par la LME et permet de répondre de maximiser l'utilité publique :

- un opérateur qui a des **besoins spécifiques** peut toujours déployer l'infrastructure qui correspond à ses besoins.
- la **concurrence** est favorisée, par la mutualisation de la colonne et par l'existence d'une colonne supplémentaire
- le **coût** d'utilisation d'une colonne montante résulte du choix de l'opérateur, soit d'utiliser la solution de mutualisation qui existe soit de construire sa propre infrastructure.

**Modalités techniques :** Le premier cycle d'études menées entre les opérateurs au sein de l'ARCEP a montré que les modèles de colonnes mono-fibre et multi-fibre sont tous les deux ouverts à la mutualisation, c'est-à-dire qu'ils permettent à un autre opérateur commercial de raccorder un client final via la ligne optique existante.

**La loi permet :** Si la colonne montante existante n'est pas compatible avec les besoins spécifiques d'un opérateur alors l'opérateur a la possibilité de déployer une nouvelle colonne montante.

**Analyse de Marché :** Les déploiements optiques sont un marché émergent.

**Du fait de ces éléments, Numéricable propose :**

- qu'il ne soit pas mis en place, à ce stade, de régulation économique de ce marché du déploiement de la fibre optique. Les opérateurs doivent être libres de choisir le modèle technique de colonne montante qu'ils souhaitent déployer (mono ou multi-fibre) à partir du moment où cela reste mutualisable.
- d'appliquer les principes généraux qui régissent les activités dans le secteur des communications électroniques, c'est-à-dire le principe de la liberté du commerce et de l'industrie et la liberté contractuelle. Les limitations qui sont apportées à ces principes en matière d'accès sont exceptionnelles, s'interprètent strictement et ne peuvent d'appliquer dans ce cas.

## **2. Eléments de réponse à la consultation de l'ARCEP sur les orientations**

### **2.1. Déploiement progressif :**

#### **2.1.1. Les zones très denses :**

*Question : l'Autorité invite les acteurs à définir le périmètre correspondant selon eux aux zones très denses, a priori sous la forme d'une liste de villes, ou sur la base de tout autre critère qui leur semblerait pertinent.*

Il s'agit ici de définir la densité d'une zone, non pas seulement au regard du nombre d'habitants par commune, mais au regard de la capacité d'un maximum d'opérateurs de raccorder l'ensemble des logements d'une zone. La densité d'une zone se fait au regard du nombre d'opérateurs pouvant y déployer une infrastructure.

il est indispensable de trouver les critères importants qui permettent à plusieurs opérateurs de déployer une infrastructure horizontale et une infrastructure verticale de fibre optique.

Parmi les critères permettant de déployer une infrastructure horizontale, on trouve :

- l'existence de génie civil que ce soit égouts, fourreaux ... ;
- des immeubles à très fort potentiel, car plus le nombre d'abonnés à une adresse est important plus il sera possible de financer le raccordement de cet immeuble au NRO ;
- une distance inter-immeuble faible.

Parmi les critères permettant de déployer une infrastructure verticale, on trouve :

- un nombre d'habitants par immeuble suffisamment important pour financer la colonne montante ;
- des coûts de colonne montante les plus faibles possibles.

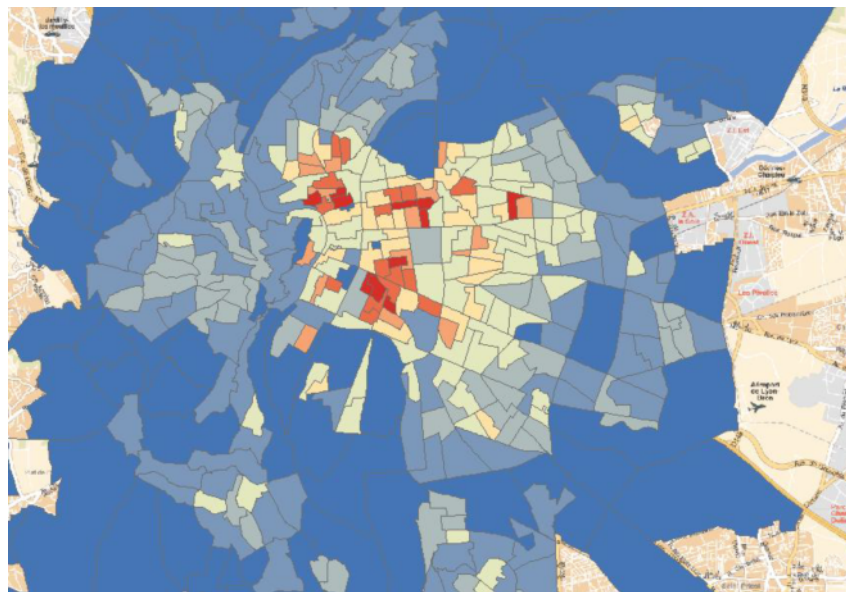
Ces critères permettront de définir de manière précise une zone très dense.

Selon notre analyse technique et économique, un réseau FTTH est déployé dans une zone très dense si sa topologie comprend les critères suivants :

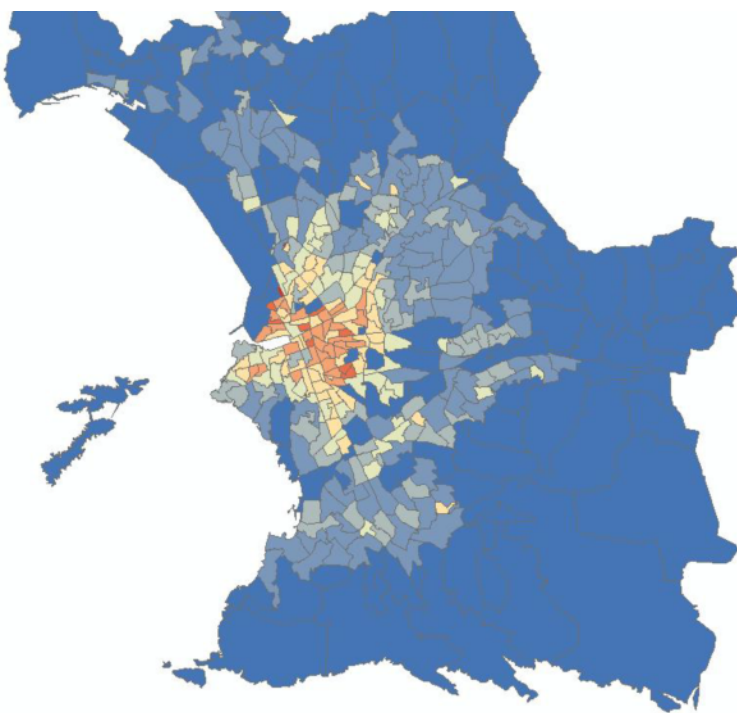
- Une distance moyenne de 2 ml par logement entre le PMI et le logement.
- Une distance moyenne de 3 ml par logement entre le NRO et le PMI.

Les cartes ci-après montrent que les villes de Marseille et Lyon présentent des zones très denses et des zones qui ne le sont pas.

La maille de la zone très dense est donc infracommunales. Ainsi les appels à candidature doivent s'appliquer bloc d'habitations par bloc d'habitations.



Densité de logement sur Lyon (rouge =dense ; bleu = faible densité)



Densité de logement sur Marseille (rouge =dense ; bleu = faible densité)

Les plus grandes villes de France sont la combinaison de sous-zones très denses et de sous-zones peu denses. Cela signifie que les conditions de déploiement au sein d'une commune ne sont pas homogènes,

**En conséquence, Numéricable propose de retenir comme définition de zones très denses, un immeuble ou un bloc d'immeubles répondant à des critères de forte densité comme le nombre de logements par immeuble et la raccordabilité de la zone par plusieurs opérateurs.**

2.1.2. En dehors des zones très denses

*Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter la démarche de l'Autorité en dehors des zones très denses ainsi que les modalités d'implication des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de la mutualisation.*

Nous rejoignons ici l'analyse de l'Autorité, lorsqu'elle affirme d'une part que les zones qui ne sont pas très denses, sont les zones dans lesquels plusieurs opérateurs n'auront pas les moyens de se déployer et d'autre part que dans ces zones qui ne sont pas très denses, l'intervention des collectivités locales est nécessaire.

Il est également nécessaire de rappeler que les collectivités locales peuvent librement administrer les territoires sous leurs responsabilités, que ces zones soient qualifiées ou non de zones denses.

L'intervention des collectivités locales, si elle peut être économique dans le cadre d'un co-investissement avec un délégataire, peut aussi prendre d'autres formes. A titre d'illustration les collectivités locales peuvent :

- Proposer des locaux pour accueillir les équipements actifs des opérateurs.
- Favoriser les conditions de déploiement dans les rues (génie civil ou autorisation de poser des armoires de rue).
- Réduire sur les prélèvements sur les opérateurs comme la redevance d'occupation du domaine public.
- Prendre à leur charge les dévoiements et les enfouissements de réseau.
- Réduire les frais de droits de passage.
- Financer les études de déploiement.

Numéricable considère que l'intervention des collectivités territoriales est utile quelque soit la densité du territoire concerné car nous avons vu que tout territoire comprend des zones peu denses.

Cette intervention permettra notamment d'optimiser et d'accélérer le déploiement des infrastructures très haut débit au bénéfice des utilisateurs.

## 2.2. Conditions de déploiement de la fibre optique dans les immeubles des zones très denses.

*Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter ces orientations, ainsi que le document «mode opératoire » issu de la première phase des travaux et décrivant un processus possible pour l'exercice de l'option de pose de fibre surnuméraire.*

### **Consultation Préalable :**

Concernant la zone géographique de cette consultation préalable, dans son document sur « *la mise en œuvre de la fibre surnuméraire* », l'ARCEP indique que les opérateurs présents sur la liste que tient l'ARCEP au titre de l'article R.9-2 pourront manifester leur intérêt de disposer d'une fibre surnuméraire **sur tout ou partie des communes correspondant à des zones très denses.**

La grande complexité (gestion de zone géographique par opérateur, configuration par opérateur et par zone) et les nombreuses incertitudes (concernant les paiements ...) découlant de la mise en œuvre d'une consultation préalable sont des freins à un déploiement rapide de la fibre optique dans de nombreux immeubles.

S'il est décidé de procéder à des consultations préalables, les opérateurs devront au sein de leurs équipes gérer des zones géographiques qui sont à la discrétion de l'opérateur demandeur, et des solutions techniques en fonction de la demande de l'opérateur commercial. Pour gérer les volumes de déploiement, il sera nécessaire de développer un outil informatique performant et un protocole d'échange d'informations entre opérateurs d'autant plus efficace que l'on voudra permettre à un opérateur de changer ses préconisations. Ce système engendrera des coûts particulièrement importants.

Le système de mise en consultation préalable, en plus de poser des problèmes opérationnels, pose des problèmes financiers notamment si l'opérateur d'immeuble doit préfinancer l'opération pour le compte des opérateurs commerciaux (voir ci-après).

Le principe de la consultation préalable est un engagement de la part d'un opérateur à acheter les fibres qu'un opérateur d'immeuble aura déployé pour son compte, sur une zone géographique convenue. Ce risque de financement peut éventuellement être assumé par les opérateurs les plus importants du marché, en revanche il est difficilement soutenable par les autres. Ce phénomène de sélection en fonction de la taille de l'entreprise correspond à la constitution d'une barrière à l'entrée, ce qui est contraire au principe d'ouverture à la concurrence.

### **Règles de déploiement dans les immeubles :**

Dans son document « mise en œuvre de l'option fibre surnuméraire » diffusé par l'ARCEP postérieurement au 7 avril 2009, l'ARCEP invite les opérateurs à poser des fibres supplémentaires soit pour les opérateurs qui en ont fait la demande *ab initio*, soit en prévision des opérateurs qui pourraient à l'avenir en faire la demande, ou alors de proposer une solution alternative. Nous avons analysé ci-après ces différents scénarios.

Scénario 1 : pose de fibre supplémentaire pour les opérateurs qui en font la demande *ab initio*.

- Il est démontré que si la pose d'une fibre supplémentaire à une valeur indicel de 100, une colonne multi-fibre de 4 paires à une valeur de **160** (à fonctionnalités identiques entre mono et multi-fibre, c'est-à-dire avec boîtier de brassage au PMI ce qui est une contrainte de SAV sur l'opérateur d'immeuble). (voir tableau ci-dessous)

	13	25	50	84
Niveaux	Immeuble Type 1	Immeuble Type 2	Immeuble Type 3	Immeuble Type 4
11				1 1 1 1
10				2 2 2 2
9				2 2 2 2
8				2 2 2 2
7	1			2 2 2 2
6	2			2 2 2 2
5	2		1 1	2 2 2 2
4	2	1	4 4	2 2 2 2
3	2	4 4	4 4 4	2 2 2 2
2	2	4 4	4 4 4	2 2 2 2
1	2	4 4	4 4 4	2 2 2 2

### Multi Fibre Std

Ratio à la Prises	Immeuble Type 1	Immeuble Type 2	Immeuble Type 3	Immeuble Type 4
Racc Clt	287	287	287	287
Vertical	233	202	220	202
Total / Clt	520	489	507	489

### Mono Fibre Std

Ratio à la Prises	Immeuble Type 1	Immeuble Type 2	Immeuble Type 3	Immeuble Type 4
Racc Clt	171	171	171	171
Vertical	152	130	147	131
Total / Clt	323	301	318	302

### Analyse :

MultiFibre Std / MonoFibre	Immeuble Type 1	Immeuble Type 2	Immeuble Type 3	Immeuble Type 4
Racc Clt	168%	168%	168%	168%
Vertical	153%	155%	149%	155%
Total / Clt	161%	163%	159%	162%

- Dans les deux architectures s'il y a 4 opérateurs qui se partagent les coûts de la colonne montante, les opérateurs paieront chacun 25 en mono-fibre alors qu'en multi-fibre ils paieront 40.
- Le surcoût de l'investissement dans le cas du multi-fibre vient *de facto*, à enveloppe budgétaire constante, réduire la capacité de déploiement en nombre d'immeubles des opérateurs.
- Cette démarche appelle un certain nombre de questions :
  - Est-il souhaitable pour un opérateur commercial d'imposer à un opérateur d'immeubles un surcoût ?
  - Est-il souhaitable pour un opérateur commercial d'imposer à un opérateur d'immeubles des processus de multi-fibre alors qu'il a industrialisé des processus mono-fibre ?

### Scénario 2 : S'il n'y a pas de manifestation d'opérateur au moment de la consultation préalable, l'opérateur d'immeuble peut installer une seule fibre.

- L'ARCEP retient que le point de mutualisation dans ce cas pourra être soit au PMI soit plus haut dans le réseau. Si le point est plus haut dans le réseau, quelles sont les conditions de cette mise à disposition dans le réseau ?.
- Dans le cas de la livraison d'une fibre au NRO, l'ARCEP retient que le tarif devra être non discriminatoire et raisonnable, et respecter les principes généraux de tarification.
- Ces éléments suscitent la solidité réglementaire de fixation par l'ARCEP des principes de tarification alors que la liberté de commerce devrait s'appliquer.

### Scénario 3a : l'opérateur d'immeuble a posé 4 fibres à l'origine.

- L'opérateur d'immeuble a pris le risque de ne pas être payé de ces fibres surnuméraires, car il n'a pas de garantie qu'un opérateur commande ces lignes.
- L'ARCEP propose que pour compenser le risque financier de l'opérateur d'immeuble, ces investissements soient rémunérés en fonction d'un taux de rémunération du capital. Ce qui effectivement permet de rémunérer le risque s'il y a un jour un acheteur pour chaque fibre,



mais d'une part l'achat de ces fibres n'est pas garanti et d'autre part avec un taux de rémunération du capital la colonne deviendra un jour plus chère que le fait d'en construire une nouvelle, ce qui ne pourrait pas être économiquement raisonnable pour un nouvel opérateur commercial.

- Pourquoi serait-il pertinent pour un opérateur d'immeuble de dépenser 160 alors qu'il pourrait avoir le même service pour 100 ? Numéricable considère fait qu'il y aura probablement des économies d'échelle, qui impacteront aussi bien le mono et le multi-fibre, et qui in fine n'auront aucun impact sur l'écart de coût entre les deux solutions.

Scénario 3b : l'opérateur d'immeuble assure l'accès à une fibre partagée, alors qu'il n'y a pas 4 opérateurs présents dans l'immeuble et qu'il n'y a pas ou plus de fibre dédiée disponible.

- L'ARCEP indique qu'il est de la responsabilité de l'opérateur d'immeuble de donner l'accès à une fibre partagée. Cela signifie qu'en plus de sa responsabilité vis-à-vis des copropriétaires ou syndic, l'opérateur d'immeuble a aussi une charge vis-à-vis des opérateurs qui arrivent postérieurement.
- D'après l'ARCEP, la fibre est mise à disposition par l'opérateur d'immeuble soit au PMI soit plus haut dans le réseau et dans ce dernier cas sans surcoût par rapport au PMI. Il y a donc une possibilité pour un opérateur de ne pas payer le déploiement horizontal ce qui donne un avantage concurrentiel certain.
- Si jamais la fibre est mise à disposition au NRO et non au PMI, il faut organiser les conditions de qualité de service SLA, SAV, les limites de responsabilité de chacun... Ce point risque de conduire à des règlements de différends en nombre.
- L'ARCEP évoque le fait que l'opérateur d'immeuble peut mandater un opérateur commercial pour mettre à disposition un accès fibre partagé. Cependant rien n'encadre ce principe et ces conditions d'application. Si un opérateur commercial fait du partage de fibre avec un autre opérateur alors qu'il n'y a pas 4 opérateurs raccordés sur une colonne multi-fibre, alors l'opérateur d'immeuble ne sera jamais rémunéré pour les fibres surnuméraires. Comment gérons-nous ce cas de figure.
- Ce scénario appelle de nombreuses questions :
  - Sur quel fondement peut-on limiter l'accès à un 5<sup>ème</sup> opérateur d'accéder à la fibre en mutualisation ?
  - La mise à disposition d'une offre Bitstream est-elle à discrétion de l'opérateur d'immeuble ?
  - De quelle manière l'opérateur d'immeuble peut-il mandater un autre opérateur ?
  - N'est-il pas possible pour un opérateur commercial, de fournir de la fibre partagée à d'autres opérateurs indépendamment de l'opérateur d'immeuble ?
  - Sous quelles conditions l'opérateur mandaté opère t-il ?

Scénario 3c : si 4 opérateurs sont déjà présents avec leur fibre, cas du 5<sup>ème</sup> opérateur.

- Comment justifier que le 4<sup>ème</sup> opérateur peut avoir une fibre en propre alors que le 5<sup>ème</sup> aurait seulement une offre de bitstream ? D'un point de vue concurrentiel, cela crée clairement une barrière à l'entrée d'un 5<sup>ème</sup> opérateur.

**Partage des coûts :**

Ce point est d'autant plus important qu'il peut ou non créer une barrière à l'entrée ou créer une incertitude importante pouvant bloquer le déploiement.

- Si l'opérateur d'immeuble préfinance la construction des fibres des opérateurs commerciaux, alors il consommera beaucoup de ressource par immeuble et il sera limité dans sa capacité d'investir dans de nouveaux immeubles. Les opérateurs bénéficiant de la surface financière la plus importante sont avantagés dans cette démarche.

- Si l'opérateur d'immeuble est préfinancé par les opérateurs commerciaux qui demandent une fibre, alors l'opérateur d'immeuble n'est pas limité dans son activité de construction de colonne par les demandes de fibre des autres opérateurs, mais uniquement par sa propre capacité d'investissement.

Concernant le financement des déploiements des colonnes montantes, il est essentiel de sécuriser l'opérateur d'immeuble sur le fait qu'il sera effectivement payé par les opérateurs commerciaux. Si comme semble le proposer l'ARCEP, l'opérateur commercial paye sur facture, cela signifie que l'opérateur d'immeuble n'est remboursé qu'après avoir terminé les travaux et présenté les factures ce qui présente les plusieurs interrogations :

- L'opérateur d'immeuble fait la trésorerie pour le compte des opérateurs commerciaux.
- Si les factures sont contestées, l'opérateur d'immeuble peut avec l'accumulation des dossiers se retrouver en difficulté financière.
- Les éventuels litiges pourraient être tranchés par l'ARCEP qui devrait se pencher sur les coûts colonne par colonne.
- Quel est le taux de peines et soins qu'il faut retenir comme raisonnable, dans une activité avec autant d'incertitudes (risque que des fibres surnuméraires ne soit jamais achetées...) ?
- Si le coût d'une colonne montante est toujours partagé entre les opérateurs qui l'utilisent, même si ce nombre d'utilisateurs est inférieur à la capacité totale de la colonne, il va falloir gérer des droits de suite pour que les nouveaux opérateurs payent leur part aux autres opérateurs.
- Ce processus complexe a un coût qu'il faut rajouter aux coûts de la fibre surnuméraire comme par exemple la gestion de l'appel à consultation.
- Dans son document de référence sur la fibre surnuméraire, l'ARCEP prône dans un premier temps un paiement sur facture, cela est très complexe pour chaque opérateur, car cela suppose une gestion par immeuble des factures..

La mise en place d'une solution de fibre surnuméraire est complexe à mettre en œuvre, parce qu'elle impose : -1- la mise en place d'une consultation préalable ; -2- la gestion d'une grande variété des scénarios de déploiement ; -3- des conditions de partage des coûts.

1. Numéricable considère que la procédure d'appel à consultation, quelque soit la taille de la zone, implique des surcoûts importants.
2. Parmi les nombreux scénarios de déploiement et d'accès à la fibre d'un client final, pour un opérateur commercial, beaucoup ne sont pas sécurisés d'un point de vue respect des règles de concurrence et n'ont pas de logique économique.
3. Les conditions de partage des coûts peuvent provoquer la création de barrière à l'entrée et un frein au déploiement rapide de nombreuses colonnes montantes.
4. Le nombre d'immeubles en multi-fibre et de clients raccordés en multi-fibre sont encore beaucoup trop faibles pour tirer un bilan opérationnel de cette solution.

Compte tenu des incertitudes très élevées sur la mise en œuvre de l'option fibre surnuméraire, Numéricable considère que cette option ralentirait le déploiement de la fibre optique et freinerait l'essor d'un marché encore émergent.

### **Retour à la consultation :**

Dans sa consultation du 7 avril 2009, l'ARCEP présente deux architectures : (i) la technologie point à point qui préconise de souder au PMI et (ii) l'architecture PON qui préconise un point de brassage au PMI.

Il faut rappeler d'une part que ce point de brassage n'est pas incompatible avec une architecture point à point, bien au contraire et d'autre part que la solution de soudure n'est pas incompatible avec la technologie PON.

Ces éléments mettent en évidence qu'il n'est pas raisonnable de construire une solution complexe d'appel à candidature dans le seul but de permettre à un opérateur de choisir entre soudure ou point de brassage au niveau du PMI.

Il convient de rappeler que la LME dispose qu'un opérateur peut parfaitement déployer une nouvelle colonne montante s'il considère qu'une solution n'est pas compatible avec ses besoins spécifiques, La loi n'a pas prévu de dispositif complexe de consultation préalable engendrant des surcoûts importants pour l'ensemble des acteurs du secteur.

En outre, la demande d'un opérateur de pose par l'opérateur d'immeuble des fibres supplémentaires et un PMI adapté à ses besoins doit être raisonnable.

De notre point de vue, la demande n'est pas raisonnable puisque le fait de passer d'une colonne mono-fibre à multi-fibre va avoir les conséquences suivantes importantes :

- Surcoût du multi-fibre versus le mono-fibre (+ 60%).
- Surcoût supplémentaire s'il est déployé 4 fibres pour uniquement 2 opérateurs
- Surcoût dans les processus de SAV s'il n'y a pas de point de brassage
- Changement des processus de gestion, d'intervention.
- Surcoût de développement de nouveaux processus et système d'information spécifique.
- Surcoût pour l'opérateur d'immeuble de la gestion d'un (N+1) ème opérateur, puisqu'il aurait un devoir de partage de sa fibre.

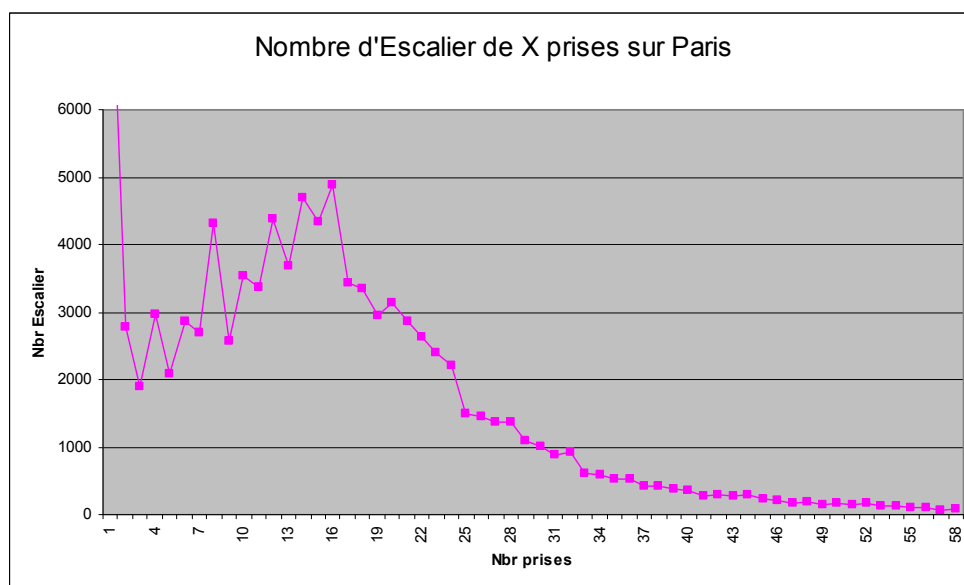
Cette demande n'est pas raisonnable parce que ces surcoûts vont de *facto* réduire le nombre d'immeubles raccordés pour le même volume d'investissement.

### 2.3. Localisation du point de mutualisation

*Question : l'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur les réponses suivantes apportées à la question posée par le législateur :*

- en zones denses, le point de mutualisation peut se situer dans la propriété privée dans le cas d'immeubles raccordés à des égouts visitables ou comportant un nombre minimal de logements, avec un seuil possible de 12 ou de 24 logements.*
- En dehors de ces zones très denses, le point de mutualisation se situe en principe hors de la propriété privée, sauf dans les cas qui pourraient éventuellement être fixés ultérieurement par l'Autorité.*

Tranche de taille d'Escalier	% de prises total
1 à 12 Lg / Esc	15%
13 à 24 Lg / Esc	41%
25 à 36 Lg / Esc	20%
37 à 48 Lg / Esc	8%
49 à 60 Lg / Esc	4%
61 à 72 Lg / Esc	3%
73 à 84 Lg / Esc	1%
85 à 96 Lg / Esc	1%
97 à + Lg / Esc	6%



Au regard de l'analyse de la répartition des logements par escalier, dans Paris, une zone que l'on peut espérer comme très denses, on constate qu'il y a 15% d'escaliers de moins de 12 logements et 56% d'escaliers de moins de 24 logements.

En conséquence, choisir comme limite basse 24, revient à toujours faire un PMI pour 2 escaliers ce qui n'est pas facilement compatible avec le fait que 76% des immeubles ont 1 escalier.

En conséquence, Numéricable préconise de retenir le chiffre de 12 comme limite basse. Cela se justifie notamment par le fait que les matériels optiques fonctionnent le plus souvent suivant un modulo 12, donc aucun chiffre inférieur à 12 n'est pertinent.

Cependant cette valeur seuil pourra être adaptée en fonction des conditions sur le terrain et au regard des modalités de déploiements en façade et aérien qui constituent encore une grande partie des dessertes de logements en dehors de Paris intramuros.

## 2.4. Principes immédiatement applicables à l'ensemble du territoire

### 2.4.1. Partage des rôles entre OI et OC

*Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter le mécanisme proposé au regard des enjeux commerciaux et opérationnels qu'ils identifient dans la fourniture de services à très haut débit et la gestion du réseau interne de l'immeuble.*

La question est bien de savoir qui doit faire le raccordement palier entre le PBO et la prise du client lorsque ce raccordement n'est pas fait au moment de la construction de la colonne montante. Pour arbitrer ce point de manière objective, il convient de recenser objectivement les arguments pour ou contre l'une ou l'autre des solutions.

Plusieurs arguments sont avancés pour que l'opérateur commercial réalise le raccordement palier :

- Le contact avec le client final est réservé à l'opérateur commercial ;
- L'opérateur d'immeuble n'a pas à connaître les noms des clients de l'opérateur commercial ;
- Le déplacement pour réaliser le raccordement palier est mutualisé avec le déplacement fait pour l'installation du modem chez le client final.
- Les conditions de raccordement au sein de l'appartement du client final relèvent des démarches commerciales (pose d'une prise supplémentaire, allongement de la longueur du câble).
- La limite de responsabilité de l'opérateur commercial commence au niveau du PBO.

Plusieurs arguments sont avancés pour que ce soit l'opérateur d'immeuble qui réalise le raccordement palier disent :

- L'opérateur d'immeuble est connu des propriétaires ou locataires et à ce titre, il est responsable du câblage de tout l'immeuble ;
- La limite de responsabilité de l'opérateur d'immeuble ne s'arrête pas au PBO, sinon la résolution des incidents de câblage sera trop complexe ;
- L'opérateur d'immeuble peut parfaitement fournir des services à l'opérateur commercial du type installation du modem et autres options supplémentaires, pour le compte de l'opérateur d'immeuble ;
- La donnée commerciale du nom du client n'est pas un sujet, puisque l'opérateur d'immeuble peut s'engager à respecter cette confidentialité d'une part et d'autre part parce que cette donnée peut-être connue à tout moment par l'opérateur d'immeuble pour le maintien de l'infrastructure dans le respect de la convention qu'il a signée avec l'immeuble.

Numéricable est d'accord avec l'ARCEP lorsqu'elle rappelle, dans son document sur la « Mise en œuvre de l'option de fibre surnuméraire, que l'opérateur d'immeuble a des obligations vis-à-vis du ou des propriétaires en conséquence de quoi ces règles doivent être respectées par lui en premier lieu et ensuite par tous les opérateurs qui interviennent.

Cela signifie que si un opérateur d'immeuble se voit imposer de faire tous les raccordements palier alors cela s'impose à l'ensemble des opérateurs commerciaux.

Nous rejoignons aussi l'ARCEP dans son analyse, lorsqu'elle indique que l'opérateur d'immeuble est aussi propriétaire des raccordements palier qu'il ait ou pas fait le raccordement.

Afin de permettre à l'opérateur d'immeuble de respecter ses engagements vis-à-vis du ou des propriétaires, Numericable considère que l'opérateur d'immeuble doit réaliser les raccordements palier que ce soit pour son compte ou pour le compte des opérateurs commerciaux.

## Conditions tarifaires

*Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter les principes tarifaires proposés et à indiquer s'ils estiment nécessaire de moduler le cas échéant ses modalités d'application en fonction des territoires.*

Le co-investissement doit-être construit sur une base commerciale entre opérateur et non imposé par le régulateur.

Numericable ne peut être opposé aux principes :

- d'une juste rémunération de l'investissement et du risque
- d'une incitation à investir

En plus, de ces éléments, le tarif commercial doit intégrer le temps passé dans sur la gestion du projet les relations avec les différents acteurs concernés par le déploiement du réseau...

S'agissant d'un marché émergent, la régulation des tarifs n'est pas un outil adapté pour inciter à l'investissement.

S'agissant d'un marché émergent, Numericable considère qu'il ne faut pas réguler les tarifs de la colonne montante mais laisser la place à la liberté contractuelle.